

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 4 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
286

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 80

Περί κυρώσεως τῆς συμβάσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν περὶ τῆς ἐγκαθιδρύσεως πολυμελοῦς ποσοστῶσεως κατὰ τὴν διεθνή ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ἐπ' αὐτῆς παραρτημάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχύϊ Νόμου ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 :

α) ἡ ἀπὸ 14 Ἰουνίου 1973 Δήλωσις τοῦ Συμβουλίου Ὑπουργῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συνδιασκέψεως Ὑπουργῶν Μεταφορῶν, περὶ ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως κατὰ τὴν διεθνή ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

β) τὸ ἀπὸ 25 Ὀκτωβρίου 1973 Εἰσηγητικὸν σημείωμα τοῦ Συμβουλίου Ὑπουργῶν, περὶ ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως κατὰ τὴν ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

γ) ἡ ἀπὸ 16 Ἰουνίου 1973 ἀπόφασις περὶ ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως κατὰ τὴν διεθνή ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων.

δ) τὸ Σχέδιον Διατάξεων τῆς Ἐπιτροπῆς Ἀναπληρωτῶν Ἐπιτροπῆς Ὀδικῶν Μεταφορῶν, περὶ ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως κατὰ τὴν διεθνή ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων, καὶ

ε) τὰ σχετικὰ Παραρτήματα : I (II (α), II (β), II (γ) καὶ (δ) καὶ III, ὧν τὰ κείμενα ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν :

DIFFUSION RESTREINTE
Paris, le 25 octobre 1973
(CM (73) 5 (Final)

CONSEIL DES MINISTRES
MISE EN VIGUEUR EFFECTIVE DU CONTINGENT
MULTILATERAL DANS LE TRANSPORT INTER-
NATIONAL DE MARCHANDISES PAR ROUTE
(Note de présentation)

1. Il est rappelé que le Conseil des Ministres, à sa 36ème session, a marqué son accord pour la mise en vigueur effective du contingent multilatéral de la C.E.M.T. à partir du 1er Janvier 1974, étant entendu qu'une décision formelle confirmant cet accord devrait intervenir lors de la prochaine session du Conseil à la lumière d'un réexamen de la situation des divers pays, à l'égard des conditions préalables précisées dans le Projet de Résolution ci-joint.

2. Afin de préparer ce nouvel examen de la question, et comme suite au mandat qui lui avait été confié par le Comité des Suppléants, le Comité des Transports routiers a fait le point de la situation d'après les éléments les plus récents, en ce qui concerne les perspectives de la ratification de l'A.E.T.R. dans les pays membres. A cette occasion, il est apparu que deux pays (Espagne et Norvège) ont d'ores et déjà procédé à la ratification de l'A.E.T.R. et que, d'ici à la fin de l'année 1973, les autres pays auront normalement, eux aussi, ratifié cet Accord, ou auront appliqué des règles au moins aussi sévères. Ainsi donc, à cet égard, la situation se présente sous des auspices très favorables.

3. Le Comité des Transports routiers a également été saisi d'une difficulté de caractère particulier, soulevée par la Délégation allemande, à propos des ristournes accordées par les Autorités danoises au sujet d'une taxe compensatoire frappant les véhicules utilitaires pendant la durée du séjour de ces véhicules à l'étranger.

Après un échange de vues sur ce point, les délégations ont estimé que ces dispositions fiscales ne devaient pas être de nature à faire obstacle à la mise en vigueur effective du contingent multilatéral. Seule la Délégation allemande a estimé devoir réserver sa position.

On peut raisonnablement escompter, dans les perspectives actuelles des choses, que les efforts déployés, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, aboutiront d'ici à la fin de l'année à une situation acceptable par tous les pays.

4. Le Comité des Transports routiers a pu trancher, en outre, la question des données statistiques à fournir par les transporteurs, qui faisait jusqu'ici l'objet d'une alternative.

5. Enfin, le présent document tient compte de l'adhésion de l'Irlande au contingent multilatéral, dans les conditions adoptées par le Conseil des Ministres.

6. Le Projet de Résolution ci-joint, complété par les modalités pratiques régissant l'instauration et le fonctionnement du contingent multilatéral, est soumis à l'approbation du Conseil.

DECLARATION DU CONSEIL DES MINISTRES AU
SUJET DE LA MISE EN VIGUEUR EFFECTIVE DU
CONTINGENT MULTILATERAL DANS LE TRAN-
SPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES
PAR ROUTE

Le Conseil des Ministres des Transports, réuni à La Haye le 14 Juin 1973, déclare, en adoptant la Résolution ci-après et les modalités relatives à l'instauration d'un contingent multilatéral [doc. CM (73) 5 (Final)], que ce contingent n'entrera en vigueur effectivement à

compter du 1er janvier 1974 qu'entre les seuls Etats Membres qui auront à cette date intégralement rempli les conditions préalables précisées dans la Résolution citée, en particulier en ce qui concerne la ratification de l'AEET (modifiée) ou l'application de dispositions au moins aussi sévères que celles prévues dans cet accord.

En outre, le Conseil charge le Comité des Suppléants d'une part :

- de rechercher la solution la plus opportune en ce qui concerne les langues dans lesquelles les autorisations CEMT devront être imprimées et, d'autre part :
- d'adapter l'Annexe II à la résolution en fonction de la solution intervenue.

PARTIE I

CONSEIL DES MINISTRES

RESOLUTION CONCERNANT LA MISE EN VIGUEUR EFFECTIVE D'UN CONTINGENT MULTILATERAL DANS LE TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES PAR ROUTE

Le Conseil des Ministres des Transports, réuni à La Haye le 14 juin 1973

SE REFERANT à la Résolution no 22 du 11 juin 1970 concernant les problèmes d'aménagement d'un contingent multilatéral et de l'harmonisation de certaines conditions de concurrence dans le transport international de marchandises par route ainsi qu'au complément à cette Résolution adoptée le 17 décembre 1970.

RAPPELANT en particulier la décision contenue dans la Résolution no 22 qui fait dépendre la mise en vigueur effective du contingent multilatéral :

a) en matière d'harmonisation sociale, de l'application par les pays Membres intéressés, de l'A.E.T.R. (modifié) ou de conditions au moins aussi sévères que celles prévues dans cet Accord,

b) en matière fiscale :

1^o) l'obligation de fixer la quantité de carburant pouvant être importée par chaque véhicule commercial en franchise douanière à 50 litres au minimum par véhicule.

2^o) de l'abolition de toute ristourne accordée en matière de taxe proprement dite sur les véhicules aux véhicules nationaux pour la durée du séjour à l'étranger, dans le cas où les véhicules nationaux sont exonérés du paiement de la taxe sur les véhicules imposés par le pays étranger :

CONSTATANT avec satisfaction que les conditions rappelées ci-dessus en matière de certaines conditions de concurrence seront normalement remplies avant la fin de l'année 1973 par les pays Membres ayant adhéré au système du contingent multilatéral pour une période expérimentale de trois ans.

DECIDE :

— de mettre en vigueur effective, à compter du 1er janvier 1974 l'expérience du contingent multilatéral comportant au total 385 autorisations à répartir entre les Etats Membres selon les dispositions arrêtées antérieurement :

— d'adopter à cet effet les modalités régissant les conditions de délivrance, de gestion et d'utilisation des autorisations accordées au titre du contingent multilatéral ; ces modalités sont reproduites à la partie II de la présente Résolution et font partie intégrante de celle-ci ;

CHARGE :

Le Comité des Suppléants des mesures à prendre en vue de l'exécution de cette décision.

PARTIE II.

COMITE DES SUPPLEANTS COMITE DES TRANSPORTS ROUTIERS PROJET

MODALITES REGISSANT L'INSTAURATION D'UN CONTINGENT MULTILATERAL DANS LE TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES PAR ROUTE

Article 1.

1. Ces modalités contiennent les principes, selon lesquels les transporteurs professionnels de marchandises par route, dont les véhicules sont immatriculés dans les Etats Membres sur la base d'un système de contingentement, peuvent être autorisés à effectuer le transport de marchandises par route sur base multilatérale entre ces Etats ou en transit à travers leurs territoires.

2. Les droits et obligations résultant de ces modalités complètent et ne se substituent pas aux droits ou obligations résultant d'accords bi ou multilatéraux concernant le transport international de marchandises par route dont les Etats Membres sont Partie.

3. Ils ne modifient pas non plus dispositions d'application de la Résolution no 16 approuvée par le Conseil des Ministres, le 26 novembre 1965, concernant le régime des transports routiers internationaux et la libération de certains d'entre eux.

Article 2.

1. Le contingent multilatéral comprendra 385 autorisations (appelées ci-après autorisations CEMT) pour chacune des années 1974, 1975 et 1976. Ces autorisations seront valables à partir du 1er janvier 1974.

2. Les autorisations CEMT seront distribuées aux Etats Membres par le Secrétariat de la CEMT, conformément à la répartition figurant à l'Annexe. I. Elles doivent être conformes au modèle figurant à l'Annexe II.

Article 3.

1. Les autorisations CEMT seront délivrées par l'organisme compétent de chaque Etat Membre aux transporteurs dont les véhicules sont immatriculés sur le territoire de cet Etat (Etat d'origine).

2. Les autres Etats Membres déclarent que la délivrance de l'autorisation par l'Etat d'origine est considérée comme valant autorisation de transport international sur leur territoire.

Article 4.

1. Les autorisations CEMT habiliteront leurs titulaires à assurer, à titre professionnel, tous les transports internationaux de marchandises dont les points de chargement et de déchargement se trouvent sur le territoire d'Etats Membres différents, y compris le transit, ainsi que des trajets à vide sur le territoire des Etats Membres qui exigent une autorisation pour un tel déplacement.

2. Une autorisation CEMT ne permet pas le transport de marchandises chargées sur le territoire d'un Etat Membre pour livraison à un autre point du territoire du même Etat.

3. Les autorisations CEMT sont établies au nom du transporteur, qui ne peut les transférer à un tiers. Une autorisation ne peut être utilisée que pour un seul véhicule à la fois. Elle doit être conservée dans le véhicule et présentée sur demande aux autorités de contrôle compétentes. Le terme de véhicules désigne ici un véhicule isolé ou un ensemble de véhicules couplés.

4. Les autorisations CEMT sont valables pendant une année civile. Toutefois, notamment en cas d'utili-

sation insuffisante ou limitée à des transports bilatéraux avec un seul Etat Membre, elles peuvent être retirées par l'organisme compétent de l'Etat d'origine. Les autorisations retirées ou rendues par le titulaire peuvent être délivrées à un autre transporteur pour la période restant à couvrir.

5. Les autorisations CEMT ne peuvent être délivrées qu'à des transporteurs habilités, conformément à la législation du pays d'origine, à transporter des marchandises à titre professionnel.

Article 5.

1. Le titulaire d'une autorisation CEMT doit tenir un carnet de route conforme à l'Annexe III. Ce carnet porte le nom du transporteur et n'est pas transférable. Il doit être conservé avec l'autorisation CEMT correspondante à bord du véhicule et être présenté, sur demande, aux autorités de contrôle compétentes.

2. Le compte rendu d'exécution de transport doit être établi par ordre chronologique des divers trajets parcourus pour chaque voyage en charge entre chaque endroit où un chargement et/ou un déchargement a eu lieu ainsi que pour chaque voyage à vide.

3. Les feuilles du compte rendu d'exécution de transport doivent être présentées à l'organisme compétent de l'Etat d'origine avant l'échéance de deux semaines après chaque mois. Les renseignements ne peuvent être utilisés qu'à des fins statistiques sur l'utilisation des autorisations et du contingentement. Leur utilisation à des fins fiscales de mêmes que leur communication à des tiers sont interdites.

4. Les organismes compétents des Etats Membres communiquent au Secrétariat de la CEMA, respectivement jusqu'au 15 août pour le premier semestre et jusqu'au 15 février pour le deuxième semestre de chaque année :

- l'ensemble des tonnes-km effectuées dans le cadre du contingent,
- les tonnes-km effectuées en moyenne par autorisation,

en ventilant ces deux données, selon qu'il s'agisse d'un transport bilatéral entre le pays qui a émis l'autorisation et un autre pays ou d'un transport multilatéral entre au moins deux pays dont aucun n'a émis l'autorisation.

Article 6.

1. Les Etats Membres se prêtent mutuellement assistance pour l'application et le contrôle des règles énoncées au titre des présentes modalités.

2. Si les autorités compétentes d'un Etat Membre apprennent que le titulaire d'une autorisation CEMT délivrée par un autre Etat Membre, a commis une infraction aux dispositions des présentes modalités, l'Etat Membre sur le territoire national duquel cette infraction a été commise, peut en informer les autorités de l'Etat Membre qui a délivré l'autorisation CEMT. Les autorités compétentes se communiquent mutuellement toutes les données qu'elles possèdent concernant la répression de cette infraction.

Article 7.

Les présentes modalités ne portent pas atteinte aux dispositions du droit interne des Etats Membres.

Article 8.

Les Annexes I, II et III font partie intégrante des présentes modalités.

Article 9.

1. Les présentes modalités demeureront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1976.

2. Le Comité des Suppléants soumet au Conseil des Ministres, compte tenu de l'expérience acquise et de

l'évolution de la politique commune en matière de transports, des propositions afin que le Conseil puisse établir, avant le 1er juillet 1976 les règles applicables ultérieurement au transport professionnel de marchandises par route entre les Etats Membres.

3. Si le Conseil des Ministres ne prend aucune décision avant la date indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, les présentes modalités resteront en vigueur à titre provisoire jusqu'au 31 décembre 1977.

CM (73) 5 (Final)

Annexe 1

ANNEXE I

Répartition (*) du contingent multilatéral pour la phase expérimentale

No de Série	Etats Membres	Nombre d'autorisations
1	République Fédérale d'Allemagne (1) D	54
2	Autriche A	13
3	Belgique B	25
4	Danemark DK	18
5	Espagne E	20
6	France (1) F	43
7	Grèce GR	15
8	Irlande IRL	13
9	Italie I	25
10	Luxembourg L	13
11	Norvège N	15
12	Pays-Bas (1) NL	35
13	Portugal P	13
14	Royaume-Uni GB	20
15	Suède S	16
16	Suisse CH	17
17	Turquie TR	13
18	Yougoslavie YU	17
Total		385

(*) Quel que soit le nombre d'autorisations CEMT, allouées aux différents Etats, il est convenu que, indépendamment du nombre d'autorisations accordées à chaque pays, 13 au plus de ces autorisations seront déclarées valables pour chacun d'eux sur les territoires de l'Autriche et de la Turquie.

(1) Il est convenu que sur ce total, 25 autorisations au maximum seront déclarées valables sur le territoire de l'Espagne.

ANNEXE II (a)

(Papier fort de couleur verte - format 15 x 21 cm)
(première page de l'autorisation CEMT)

(Texte rédigé selon le cas dans la (ou les) langue (s) officielle (s) de l'Etat Membre qui délivre l'autorisation).

Conférence Européenne des Ministres des Transports-Secrétariat	(Timbre sec de contrôle du Secrétariat)	Etat Qui Délivre L'autorisation (Code de nationalité)	Désignation de l'autorité ou de l'organisme compétent
--	---	---	---

AUTORISATION CENT No...

relative au transport de marchandises effectué à titre professionnel par voie routière entre les Etats Membres (1) de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

.....(2) est autorisé à transporter à titre professionnel des marchandises entre des points de chargement et de déchargement situés dans des Etats

Membres différents de la Conférence Européenne des Ministres des Transports (1), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, ainsi qu'à faire circuler ce ou ces véhicules à vide sur tous les territoires des Etats Membres.

La présente autorisation est valable du (3)
... au
Fait à le (4)

(1) République Fédérale d'Allemagne (D), Autriche (A), Belgique (B), Danemark (DK), Espagne (E), France (F), Grèce (GR), Irlande (IRL), Italie (I), Luxembourg (L), Norvège (N), Pays-Bas (NL), Portugal (P), Royaume-Uni (GB), Suède (S), Suisse (CH), Turquie (TR), Yougoslavie (YU).

(2) Nom ou raison sociale et adresse complète du transporteur.

(3) En chiffres arabes.

(4) Signature et cachet de l'organisme qui délivre l'autorisation.

CM (73) 5 (Final)
Annexe II (b)

ANNEXE II (b)

(Page 2 de l'autorisation CEMT)

(Texte rédigé selon le cas dans la (ou les) langue (s) officielle (s) de l'Etat Membre qui délivre l'autorisation).

DISPOSITIONS GENERALES

La présente autorisation couvre le transport de marchandises effectué à titre professionnel par voie routière entre des points de chargement et de déchargement situés dans deux Etats Membres différents de la Conférence Européenne des Ministres des Transports tels qu'ils figurent à la liste en page 1 de cette autorisation.

Elle ne s'applique pas au transport entre un Etat Membre et un pays tiers.

L'autorisation est personnelle et ne peut être transférée.

Elle peut être retirée par l'autorité compétente de l'Etat Membre qui l'a délivrée en cas d'utilisation insuffisante ou limitée à des transports bilatéraux avec un seul Etat Membre.

Elle ne doit être utilisée à chaque fois que pour un véhicule isolé ou un ensemble de véhicules couplés.

Elle doit être conservée à bord du véhicule et jointe au carnet de route où sont consignés les transports internationaux effectués dans le cadre de ladite autorisation.

L'autorisation et le carnet de route doivent être présentés sur demande aux agents de contrôle habilités.

Le titulaire de l'autorisation est tenu d'observer, sur le territoire national de chaque Etat Membre, les règles juridiques et administratives en vigueur en particulier celles qui concernent les transports et la circulation routière.

La présente autorisation doit être retournée dans les deux semaines suivant son expiration à l'autorité ou organisme compétent (e) qui l'a délivrée.

CM (73) 5 (Final)
Annexe II (c et d)

ANNEXE II (c et d)

(Troisième et quatrième pages de l'autorisation CEMT) (Indications se référant à la première page de l'autorisation CEMT, rédigées dans les langues officielles des autres Etats Membres).

Le document portant sur la page 1 le cachet et la signature de l'organisme compétent, autorise le transporteur, qui y est désigné, à exécuter dans le délai stipulé des transports de marchandises par voie routière entre des points de chargement et de déchargement situés

dans deux Etats Membres différents de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

CM (73) 5 (Final)
Annexe III

- Feuille 1 -

Carnet No

(Pays)

CARNET DE ROUTE

pour le

transport international de marchandises
en liaison avec l'autorisation CENT No
Transporteur
(Nom)

(Lieu de résidence ou siège, rue, no)

Cachet

Délivré à

(Lieu et jour de la délivrance).

CM (73) 5 (Final)
Annexe III

- Feuille 2 -

AVIS IMPORTANT

1. Ce carnet de route et l'autorisation correspondante de la CEMT doivent être conservés à bord du véhicule.

2. Le carnet de route doit être rempli avant le départ pour tout trajet effectué avec un chargement entre chaque lieu de chargement ou de déchargement ainsi que pour tout parcours à vide.

3. En cas de chargement effectué en un point de ramassage, on indiquera uniquement le trajet parcouru avec l'ensemble du chargement, sans tenir compte des parcours de ramassage et de distribution.

4. Les tonnes-kilomètres sont calculées en multipliant les données de la colonne 5 par celles de la colonne 6. En cas de parcours à vide, on ne remplira pas les colonnes 4, 5 et 7.

5. En cas de modifications, les inscriptions initiales seront barrées de façon qu'elles demeurent lisibles.

6. Les feuilles du carnet de route seront remises aux autorités compétentes de l'Etat Membre qui a délivré le carnet dans les deux semaines suivant le mois sur lequel portent les relevés. Lorsqu'un transport chevauche deux périodes de relevés, la période sur laquelle doivent porter les inscriptions du carnet de route sera déterminée en fonction du jour de départ du véhicule.

CM (73) 5 (Final)
Annexe III

- Feuille 3 -

Autorisation C.E.M.T. No ...

a) Date de départ	a) Lieu de provenance	a) Pays	Nature de la marchandise	Poids brut (avec une décimale)	km	tkm
b) Date d'arrivée	b) Lieu de destination	b) Pays				
1	2	3	4	5	6	7
α	a	a				
b	b	b				
a	a	a				
b	b	b				
a	a	a				
b	b	b				

a	a	a
b	b	b
a	a	a
b	b	b
a	a	a
b	b	b
a	a	a
b	b	b
a	a	a
b	b	b

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΔΙΑΣΚΕΨΙΣ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ (ΕΔΥΜ)

ΕΜΠΙΣΤΕΥΤΙΚΟΝ

Παρίσιον τῇ 25 Ὀκτωβρίου 1973

CM (73) 5 ΤΕΛΙΚΟΝ

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ

ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΙΣ ΠΟΛΥΜΕΡΟΥΣ ΠΟΣΟΣΤΩΣΕΩΣ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΟΔΙΚΗΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

(Εισηγητικὸν Σημείωμα)

1. Ὑπενθυμίζεται ὅτι κατὰ τὴν 36ην Συνεδρίασίν του τοῦ Συμβουλίου Ὑπουργῶν συνεφώνησεν ὅπως ἡ πολυμερὴς ποσόστωσις τῆς ΕΔΥΜ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς κατὰ τὴν προσηχῇ συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου λήψεως ἐπισήμου ἀποφάσεως βεβαιώσεως τὴν συμφωνίαν ταύτην ὑπὸ τὸ πρῖσμα τῆς ἀναθεωρήσεως τῆς καταστάσεως τῶν διαφόρων κρατῶν, ἐν σχέσει μὲ τοὺς εἰς τὸ συνημμένον Σχέδιον Ἀποφάσεως ἐκτιθεμένους προκαταρκτικούς ὅρους.

2. Διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῆς τοιαύτης νέας ἐξετάσεως τοῦ ζητήματος καὶ ἐν συνεχείᾳ τῆς ὑπὸ, τῆς Ἐπιτροπῆς Ἀναπληρωτῶν ἀνατεθείσης αὐτῇ ἐντολῆς, ἡ Ἐπιτροπὴ Ὀδικῶν Μεταφορῶν ἐμελέτησε τὴν κατάστασιν βάσει τῶν πλέον προσφάτων στοιχείων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν προοπτικὴν ἐπικυρώσεως τῆς Α.Ε.Τ.Ρ. ὑπὸ κρατῶν μελῶν. Κατὰ ταῦτα διεπιστώθη ὅτι δύο χῶραι (Ἰσπανία καὶ Νορβηγία) προέβησαν ἤδη εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Α.Ε.Τ.Ρ. καὶ ὅτι τὰ λοιπὰ κράτη θὰ ἔχουν κανονικῶς προβῇ καὶ ταῦτα μέχρι τέλους τοῦ ἔτους 1973 εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τοῦ Συμφώνου ἢ τοῦλάχιστον εἰς τὴν λήψιν καὶ ἐφαρμογὴν κανόνων ἐξ ἴσου αὐστηρῶν. Ὅθεν ἀπὸ τῆς ἀπόψεως ταύτης ἡ κατάστασις παρουσιάζεται λίαν εὐνοϊκή.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ὀδικῶν Μεταφορῶν ἐπελήφθη ὡσαύτως μὲ ἐν δυσχερὲς ζήτημα ἰδιαιτέρου χαρακτήρος ὅπερ ἤγειρεν ἡ Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεΐα ἐν σχέσει μὲ τὰς ὑπὸ τῶν Δανικῶν Ἀρχῶν χορηγούμενας ἐπιστροφὰς ὅσον ἀφορᾷ τὸν ἐπιβληθέντα ἐπὶ ἐμπορικῶν ὀχημάτων προστατευτικὸν φόρον δι' ὃ χρονικὸν διάστημα παραμένουν ταῦτα ἐκτὸς χώρας.

Κατόπιν ἀνταλλαγῆς ἀπόψεων αἱ Ἀντιπροσωπεΐαι ἔκρινον ὅτι αἱ τοιαῦται φορολογικαὶ διατάξεις δὲν πρέπει νὰ ἀποτελέσουν κώλυμα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς πολυμεροῦς ποσοστῶσεως. Μόνη ἡ Γερμανικὴ Ἀντιπροσωπεΐα ἐπεφυλάχθη νὰ καθορίσῃ τὴν θέσιν της ἐν προκειμένῳ.

Ὑπὸ τὰς παρούσας συνθήκας δύναται εὐλόγως νὰ προσεξοφληθῇ ὅτι αἱ καταβληθεῖσαι ἐπὶ διμεροῦς καὶ πολυμεροῦς ἐπιπέδου προσπάθειαι θὰ ἀποφέρουν μέχρι τέλους τοῦ ἔτους μίαν κατάστασιν δεκτὴν δι' ὅλα τὰ κράτη.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ὀδικῶν Μεταφορῶν κατάρθωσε προοίτι νὰ ἐπιλύσῃ τὸ θέμα τῶν ὑπὸ τῶν μεταφορέων παρασχεθισμένων στατιστικῶν στοιχείων, ὅπερ ἀπετέλει μέχρι σήμερον ἀντικείμενον ἐναλλακτικῆς διαδικασίας.

5. Ἐν τέλει διὰ τοῦ παρόντος ἐγγράφου γίνεται μνηεὶα τῆς προσχωρήσεως τῆς Ἰρλανδίας εἰς τὴν πολυμερὴ ποσόστωσιν κατὰ τοὺς ἐγκριθέντας ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ὑπουργῶν ὅρους.

6. Τὸ συνημμένον Σχέδιον Ἀποφάσεως συμπληρωμένον ὑπὸ τῶν πρακτικῶν ὅρων αἵτινες διέπουν τὴν σύστασιν καὶ λειτουργίαν τῆς πολυμεροῦς ποσοστῶσεως, ὑποβάλλεται τῷ Συμβουλίῳ πρὸς ἐγκρίσιν.

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΠΕΡΙ ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΕΩΣ ΠΟΛΥΜΕΡΟΥΣ ΠΟΣΟΣΤΩΣΕΩΣ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΔΙΕΘΝΗ ΟΔΙΚΗΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ.

Τὸ συνελθὼν ἐν Χάγῃ τὴν 14ην Ἰουνίου 1973 Συμβούλιον τῶν Ὑπουργῶν Μεταφορῶν δηλοῖ ἐγκρίνον τὴν κατωτέρω Ἀπόφασιν καὶ τοὺς ὅρους ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως (ἐγγράφον CM (73) 5 (Ὁριστικόν), ὅτι ἡ ποσόστωσις αὕτη ἀρχεταὶ ἰσχύουσα ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ἀλλὰ μόνον μεταξὺ τῶν Κρατῶν-Μελῶν ἅτινα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην θὰ ἔχωσιν ἐκπληρώσει ὁλοσχερῶς τοὺς ἐν τῇ ἐν λόγω Ἀπόφασιν ἐκτιθεμένους προκαταρκτικούς ὅρους καὶ εἰδικώτερον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐπικύρωσιν τῆς ΑΕΤΡ (ὡς ἐτροποποιήθη) ἢ τὴν ἐφαρμογὴν διατάξεων τοῦλάχιστον τόσο αὐστηρῶν ὅσον αἱ ἐν τῇ συμβάσει ταύτῃ διαλαμβανόμεναι.

Τὸ Συμβούλιον ἀναθέτει εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἀναπληρωτῶν ἀφ' ἐνὸς ὅπως ἐξεύρῃ τὴν πλέον εὐνοϊκὴν λύσιν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς γλώσσας εἰς ἃς δεόν νὰ γίνῃ ἡ ἐκτύπωσις τῶν ἀδείων (ἐγκρίσεων) ΕΔΥΜ καὶ ἀφ' ἑτέρου ὅπως προσαρμόσῃ τὸ Παράρτημα II εἰς τὴν ἀπόφασιν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ἐξευρεθείσης λύσεως.

ΜΕΡΟΣ I

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ

ΑΠΟΦΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΕΩΣ ΠΟΛΥΜΕΡΟΥΣ ΠΟΣΟΣΤΩΣΕΩΣ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΔΙΕΘΝΗ ΟΔΙΚΗΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ.

Τὸ συνελθὼν ἐν Χάγῃ τὴν 14ην Ἰουνίου 1973 Συμβούλιον Ὑπουργῶν Μεταφορῶν.

ΑΝΑΦΕΡΟΜΕΝΟΝ εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 22/11.6.1970 Ἀπόφασιν ἐπὶ τῶν προβλημάτων ἐγκαθιδρύσεως πολυμεροῦς ποσοστῶσεως καὶ τῆς ἐναρμονίσεως ὁρισμένων ὅρων συναγωνισμοῦ κατὰ τὴν διεθνή μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὀδικῶς ὡς καὶ εἰς τὸ συμπλήρωμα τῆς ἀπὸ 17 Δεκεμβρίου 1970 Ἀποφάσεως.

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝ εἰδικώτερον τὴν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 22 Ἀπόφασιν διαλαμβανομένην κρίσιν καθ' ἣν ἡ ἐγκαθίδρυσις πολυμεροῦς ποσοστῶσεως ἐξαρτᾶται :

(α) Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν ἐναρμόνησιν τῶν κοινωνικῶν συνθηκῶν ἀπὸ τὴν ἐκ μέρους τῶν ἐνδιαφερομένων κρατῶν μελῶν ἐφαρμογὴν τῆς ΑΕΤΡ (ὡς ἐτροποποιήθη) ἢ ὅρων τοῦλάχιστον τόσο αὐστηρῶν ὅσον καὶ οἱ ἐν τῇ Συμβάσει ταύτῃ.

(β) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν δημοσίαν οἰκονομικὴν :

1. ἀπὸ τὴν ὑποχρέωσιν καθορισμοῦ τῆς δυναμένης νὰ εἰσαχθῇ ἀτελῶς παρ' ἐκάστου ἐμπορικοῦ ὀχήματος ποσότητος καυσίμων εἰς 50 τοῦλάχιστον λίτρα ἀνά ὄχημα.

2. ἀπὸ τὴν κατάργησιν πάσης ἐπιστροφῆς παρεχομένης ἐκ τῆς ἐπὶ τῶν ὀχημάτων φερομένης ὡς φορολογίας εἰς τὰ ἐθνικὰ ὀχήματα διὰ τὴν εἰς τὸ ἐξωτερικὸν διάκειαν παραμονῆς των, εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς τὰ ἐθνικὰ ὀχήματα ἐξαιροῦνται τῆς καταβολῆς τοῦ ἐπὶ τῶν ὀχημάτων ἐπιβαλλομένου ὑπὸ τοῦ ξένου κράτους φόρου.

ΔΙΑΠΙΣΤΩΝΟΝ μεθ' ἱκανοποιήσεως ὅτι οἱ κατὰ τὰνωτέρω ὅροι ὅσον ἀφορᾷ ὁρισμένας προϋποθέσεις συναγωνισμοῦ δέον κανονικῶς νὰ ἐκπληρωθῶσι πρὸ τοῦ τέλους τοῦ ἔτους 1973 ὑπὸ τῶν κρατῶν μελῶν ἅτινα προσεχώρησαν εἰς τὸ σχέδιον τῆς ἐγκαθιδρύσεως συστήματος πολυμεροῦς ποσοστῶσεως ἐπὶ τριετοῦς πειραματικῆς περιόδου

ΑΠΟΦΑΣΙΖΕΙ

—ὅπως τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 τὸ περὶ πολυμεροῦς ποσοστῶσεως πειραματικὸν σχέδιον, διαλαμβανόν ἐν συνόλῳ 385 ἐγκρίσεις πρὸς καταμερισμὸν μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν κατὰ τὰ προγενεστέρως συμφωνηθέντα.

— όπως εγκρίνη προς τὸν σκοπὸν αὐτὸν τοὺς ὅρους περὶ ἐκδόσεως, διαχειρίσεως καὶ χρήσεως τῶν χορηγουμένων ἐν σχέσει μὲ τὰς πολυμερεῖς ποσοτώσεις ἐγκρίσεων. Οἱ ὅροι οὗτοι ἐκτίθενται εἰς τὸ II Μέρος τῆς παρούσης Ἀποφάσεως καὶ ἀποτελοῦν ἐνιαῖον μέρος ταύτης.

ΑΝΑΘΕΤΕΙ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἀναπληρωτῶν τὴν λήψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Ἀποφάσεως.

ΜΕΡΟΣ II

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΩΝ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΟΔΙΚΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΣΧΕΔΙΟΝ.

ΟΡΟΙ ΠΕΡΙ ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΕΩΣ ΠΟΛΥΜΕΡΟΥΣ ΠΟΣΩΣΤΩΣΕΩΣ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΔΙΕΘΝΗ ΟΔΙΚΗΝ ΜΕΤΑΦΟΡΑΝ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ.

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τοὺς παρόντας ὅρους διαλαμβάνονται αἱ ἀρχαὶ σύμφωνα μὲ τὰς ὁποίας οἱ ἐπαγγελματίαι μεταφορεῖς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, τὰ ὄχηματά τῶν ὁποίων εἶναι ἐγγεγραμμένα εἰς τὰ Κράτη-Μέλη βάσει συστήματος ποσοτώσεως, δύνανται νὰ ἐξουσιοδοτηθῶν διὰ τὴν ἐνέργειαν μεταφορῶν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ἐπὶ πολυμεροῦς βάσεως εἴτε μεταξὺ τῶν Κρατῶν τούτων εἴτε ἐν διαμετακομίσει διὰ μέσου τῶν ἐπικρατειῶν αὐτῶν.

2. Αἱ ἐκ τῶν παρόντων ὅρων προκύπτουσιν ὑποχρεώσεις καὶ δικαιώματα συμπληροῦν καὶ δὲν ἀντικαθιστοῦν δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις ἐκ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμβάσεων περὶ διεθνούς ὁδικῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων εἰς ἅς τὰ Κράτη-Μέλη τυγχάνουν συμβαλλόμενα μέρος.

3. Δὲν τροποποιοῦν ἐτι τὰς διατάξεις ἐφαρμογῆς τῆς κατὰ τὴν 26.11.1965 ἐγκριθείσης ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ὑπουργῶν ὑπ' ἀριθ. 16 Ἀποφάσεως ἐπὶ τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν καὶ τῆς ἀπαλλαγῆς ὠρισμένων ἐξ αὐτῶν.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ πολυμερὴς ποσόστωσις θὰ συμπεριλαμβάνη 385 ἐγκρίσεις (καλούμενας ἐν τοῖς ἐφεξῆς «Ἐγκρίσεις CEMT») δι' ἕκαστον τῶν ἐτῶν 1974, 1975 καὶ 1976. Ἡ ἰσχὺς τῶν τοιούτων ἐγκρίσεων ἀρχεῖ ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974.

2. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT θὰ διανεμηθῶσιν εἰς τὰ Κράτη-Μέλη ὑπὸ τῆς Γραμματείας CEMT συμφώνως πρὸς τὸν ἐν Παραρτήματι I διαλαμβανόμενον Πίνακα Κατανομῆς. Δέον νὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὸ ἐν Παραρτήματι II σχέδιον.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT ἐκδίδονται ὑπὸ τοῦ ἀρμοδίου ὀργανισμοῦ ἐκάστου Κράτους Μέλους εἰς μεταφορεῖς τῶν ὁποίων τὰ ὄχηματά εἶναι ἐγγεγραμμένα εἰς τὸ καθ' ἕκαστον Κράτος Μέλος (Κράτος προελεύσεως).

2. Τὰ λοιπὰ Κράτη-Μέλη δηλοῦν ὅτι ἡ ὑπὸ τοῦ Κράτους προελεύσεως ἐκδόσις ἐγκρίσεως θεωρεῖται ἰσχύουσα ὡς ἐγκρίσις διὰ τὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐνέργειαν διεθνῶν μεταφορῶν.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT παρέχουν εἰς τοὺς δικαιούχους αὐτῶν τὸ δικαίωμα ὥπως ἐνεργοῦν ἐπαγγελματικῶς ἀπάσας τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων τῶν ὁποίων οἱ σταθμοὶ φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως εὐρίσκονται ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τῶν διαφόρων Κρατῶν Μελῶν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς διαμετακομίσεως, καὶ ὥπως κυκλοφοροῦν τὰ ὄχηματά τῶν ἄφορα ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας κρατῶν ἐνθ' ἀπαιτεῖται ἄδεια διὰ τὴν τοιαύτην κυκλοφορίαν.

2. Ἡ ἐγκρίσις CEMT δὲν παρέχει τὸ δικαίωμα μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων φορτωθέντων ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας ἐνὸς Κράτους Μέλους πρὸς ἐκφόρτωσιν εἰς ἕτερον σημεῖον ἐντὸς τῆς αὐτῆς ἐπικρατείας.

3. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT ἐκδίδονται εἰς τὸ ὄνομα τοῦ ἐνδιαφερομένου μεταφορέως ὅστις δὲν δύναται νὰ τὰς μεταβιβάσῃ εἰς τρίτους. Μία ἐγκρίσις ἰσχύει δι' ἓν μόνον ὄχημα

καὶ δέον νὰ τηρῇται ἐντὸς τοῦ ὀχήματος καὶ νὰ ἐπιδεικνύεται εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς ἐλέγχου. Διὰ τῆς λέξεως «ὄχημα» νοεῖται ἐν μόνον ὄχημα ἢ διάφορα ὄχημα ἐν συζυγείᾳ.

4. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT ἰσχύουν δι' ἓν ἡμερολογιακὸν ἔτος. Ἐν τούτοις, εἰς περιπτώσεις ἀνεπαρκοῦς χρήσεως ἢ περιοριζομένης εἰς διμερεῖς μόνον μεταφορὰς μεθ' ἐνὸς κράτους μέλους, ὁ ἀρμοδῖος ὀργανισμὸς τῆς χώρας προελεύσεως δύναται νὰ ἀποσύρῃ ταύτας. Αἱ ἀποσυρθεῖσαι ἐγκρίσεις ἢ ὑπὸ τῶν κατόχων τῶν παραδοθεῖσαι παραδίδονται εἰς ἕτερον μεταφορέα διὰ τὸ ὑπόλοιπον τῆς διαρκείας αὐτῶν.

5. Αἱ ἐγκρίσεις CEMT ἐκδίδονται μόνον μεταφορέων δικαιουμένων κατὰ τὴν μονοθεσίαν τῆς χώρας προελεύσεως νὰ ἐνεργοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐπὶ κέρδει (ἐμπορικῶς).

Ἄρθρον 5.

1. Ὁ κάτοχος ἐγκρίσεως CEMT δέον νὰ τηρῇ τὸ κατὰ τὸ Παράρτημα III ἡμερολόγιον. Τοῦτο φέρει τὸ ὄνομα τοῦ μεταφορέως καὶ δὲν μεταβιβάζεται εἰς τρίτον. Διατηρεῖται ἐντὸς τοῦ ὀχήματος μετὰ τῆς ἀντιστοίχου ἐγκρίσεως CEMT καὶ ἐπιδεικνύεται, ὅτε ἤθελε ζητηθῇ, εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς ἐλέγχου.

2. Τὸ φύλλον ἐκτελέσεως μεταφορῶν ἐκδίδεται κατὰ τὴν χρονολογικὴν σειρὰν τῶν διανυθεισῶν δι' ἕκαστον ταξιείδιον ἀποστάσεων μὲ φορτίον μεταξὺ ἐκάστου σταθμοῦ φορτώσεως καὶ ἢ ἐκφορτώσεως καὶ δι' ἕκαστον ταξιείδιον ἄνευ φορτίου.

3. Τὰ φύλλα ἐκτελέσεως μεταφορῶν ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς χώρας προελεύσεως ἐντὸς δύο ἐβδομάδων ἀπὸ τῆς λήξεως ἐκάστου μηνός. Τὰ οὕτω συλλεγόμενα στοιχεῖα χρησιμοποιοῦνται διὰ σκοποῦς στατιστικῶς μόνον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν χρῆσιν τῶν ἐγκρίσεων καὶ τῆς ποσοτώσεως. Ἡ χρῆσις τούτων διὰ σκοποῦς φορολογικῶς ἢ ἡ γνωστοποίησίν των εἰς τρίτους δὲν ἐπιτρέπεται.

4. Οἱ ἀρμοδῖοι ὀργανισμοὶ τῶν Κρατῶν Μελῶν ἀναφέρουν πρὸς τὴν Γραμματείαν CEMT μέχρι τῆς 15 Αὐγούστου διὰ τὸ πρῶτον ἐξάμηνον καὶ μέχρι τῆς 15 Φεβρουαρίου διὰ τὸ δεύτερον ἐξάμηνον ἐκάστου ἔτους :

— τὸ σύνολον τῶν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ποσοτώσεως πραγματοποιηθέντων Τόνων/Χιλιόμετρων,

— τὸν κατ' ἐγκρίσιν μέσον ὅρον Τόνων/Χιλιόμετρων, μὲ διαχωρισμὸν τῶν δύο αὐτῶν δεδομένων, προκειμένου περὶ διμεροῦς μεταφορᾶς μεταξὺ τοῦ ἐκδώσαντος τὴν ἐγκρίσιν κράτους καὶ ἐνὸς ἐτέρους τοιούτου ἢ περὶ πολυμεροῦς μεταφορᾶς μεταξὺ δύο τοῦλάχιστον κρατῶν ἐξ ὧν οὐδὲν ἐξέδωκε τὴν ἐγκρίσιν.

Ἄρθρον 6.

1. Τὰ Κράτη-Μέλη παρέχουν ἀμοιβαίως τὴν ἀρωγὴν τῶν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τὸν ἐλεγχον τῶν κατὰ τὴν παρούσαν κανόνων.

2. Ἐὰν αἱ ἀρμοδῖαι ἀρχαὶ ἐνὸς Κράτους Μέλους ἀντιληφθῶν ὅτι ὁ κάτοχος ἐγκρίσεως CEMT ἐκδοθείσης παρ' ἐτέρου Κράτους Μέλους παρέβη τὰς διατάξεις τῆς παρούσης, τὸ Κράτος Μέλος εἰς τὴν ἐπικρατείαν τοῦ ὁποίου διεπράχθη ἡ παράβασις δύναται νὰ εἰδοποιήσῃ σχετικῶς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἐκδώσαντος τὴν ἐγκρίσιν CEMT Κράτους Μέλους. Αἱ ἀρμοδῖαι ἀρχαὶ θέτουν εἰς διάθεσιν ἀλλήλων οἵαδήποτε εἰς χεῖρας τῶν στοιχεῖα διὰ τὴν καταστολὴν τῆς τοιαύτης παραβάσεως.

Ἄρθρον 7.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης οὐδαμῶς θίγουν τὰς διατάξεις τῆς Νομοθεσίας τῶν Κρατῶν Μελῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ Παραρτήματα I, II καὶ III ἀποτελοῦν ἐνιαῖον τμήμα τῆς παρούσης.

Ἄρθρον 9.

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης ἰσχύουν μέχρι 31ης Δεκεμβρίου ἔτους 1976.

2. Η 'Επιτροπή 'Αναπληρωτών, βάσει της κτηθείσης πείρας και των εξελίξεων της κοινής διά τας μεταφορές πολιτικής, υποβάλλει εις τὸ Συμβούλιον 'Υπουργὸν προτάσεις ἵνα δυνηθῇ τοῦτο καὶ ἐκδώσῃ πρὸ τῆς 1ης 'Ιουλίου 1976 τοὺς μεταγενεστέρως ἐφαρμοστέους κανόνες ἐπὶ τῆς ἐπαγγελματικῆς ὁδικῆς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν.

3. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον 'Υπουργῶν οὐδεμίαν λάβῃ ἀπόφασιν μέχρι τῆς κατὰ τὰνωτέρω ἐν παραγράφῳ 1 ἡμερομηνίας, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραμένουν προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου ἔτους 1977.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Κατανομή πολυμεροῦς ποσοστῶσεως διὰ τὴν πειραματικὴν φάσιν (*)

α/α	Κράτη - Μέλη	Ἀριθμὸς ἐγκρίσεων
1	Ὁμοσπ. Γερμανική Δημοκρατία (1)	D 54
2	Αὐστρία	A 13
3	Βέλγιον	B 25
4	Δανία	DK 18
5	Ἰσπανία	E 20
6	Γαλλία (1)	F 43
7	Ἑλλάς	GR 15
8	Ἱρλανδία	IRL 13
9	Ἰταλία	I 25
10	Λουξεμβούργον	L 13
11	Νορβηγία	N 15
12	Ὁλλανδία (1)	NL 35
13	Πορτογαλία	P 13
14	Ἡνωμένον Βασίλειον	GB 20
15	Σουηδία	S 16
16	Ἑλβετία	CH 17
17	Τουρκία	TR 13
18	Γιουγκοσλαβία	YU 17
Σύνολον ἐγκρίσεων		385

(*) Οἰοσδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι ὁ κατανεμηθεὶς εἰς τὰ διάφορα Κράτη ἀριθμὸς ἐγκρίσεων CEMT, συμφωνεῖται ὅτι ἀνεξαρτήτως τῶν χορηγηθεισῶν εἰς ἕκαστον κράτος ἐγκρίσεων, 13 ἐπὶ πλέον τῶν τοιούτων ἐγκρίσεων ἰσχύουν δι' ἕκαστον τούτων εἰς τὰς ἐπικρατείας τῆς Αὐστρίας καὶ τῆς Τουρκίας.

(1) Συμφωνεῖται ὅτι ἐπὶ τοῦ συνόλου τούτου, 25 κατ' ἀνωτάτον ὄριον ἐγκρίσεις ἰσχύουν διὰ τὴν ἐπικράτειαν τῆς Ἰσπανίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II (α)

(Χάρτης σκληρὸς χρώματος πρασίνου - διαστ. 15 × 21 ἐκ.)

(Πρώτη σελὶς Ἐγκρίσεως CEMT).

(Κείμενον συντεταγμένον ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως εἰς τὴν ἐπίσημον γλώσσαν ἢ γλώσσας τοῦ ἐκδίδοντος τὴν ἔγκρισιν Κράτους Μέλους).

Εὐρωπαϊκὴ	Σφραγὶς	Ἐκδίδον	Καθορισμὸς
Διάσκεψις	Ἐλέγχου	τὴν Ἐγκρισιν	Ἀρμοδίας
Ἰπουργῶν	Γραμματείας	Κράτος	Ἀρχῆς ἢ
Μεταφορῶν		(Σύμβολον	Ὁργανισμοῦ
Γραμματεία		Ἐθνικότητος)	

ΑΔΕΙΑ - ΕΓΚΡΙΣΙΣ CEMT ὑπ' ἀρ.

διὰ τὴν ἐπαγγελματικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς μεταξὺ τῶν Κρατῶν Μελῶν (I) τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ἰπουργῶν Μεταφορῶν.

Διὰ τῆς παρούσης ἐγκρίσεως παρέχεται ἡ ἄδεια εἰς τ...
..... (2) πρὸς μεταφορὰν ἐπαγγελματικῶς ἐμπορευμάτων μεταξὺ σταθμῶν φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως κειμένων ἐντὸς διαφόρων Κρατῶν Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ἰπουργῶν Μεταφορῶν (1) δι' ἑνὸς μόνου ἢ πλείονων ὀχημάτων ἐν συζεύξει

καὶ πρὸς κυκλοφορίαν τοῦ ἐν λόγῳ ὀχήματος ἢ ὀχημάτων ἀφόρτων εἰς ἀπάσας τὰς ἐπικρατείας τῶν Κρατῶν Μελῶν.

Ἡ παροῦσα ἰσχύει ἀπὸ (3) μέχρι

Ἐν τῇ (4)

(1) Ὁμοσπονδιακὴ Γερμανικὴ Δημοκρατία (D), Αὐστρία (A), Βέλγιον (B), Δανία (DK), Ἰσπανία (E), Γαλλία (F), Ἑλλάς (GR), Ἱρλανδία (IRL), Ἰταλία (I), Λουξεμβούργον (L), Νορβηγία (N), Ὁλλανδία (NL), Πορτογαλία (P), Ἡνωμένον Βασίλειον (GB), Σουηδία (S), Ἑλβετία (CH), Τουρκία (TR), Γιουγκοσλαβία (YU).

(2) Ὁνοματεπώνυμον ἢ ἐταιρικὴ ἐπωνυμία καὶ πλήρης διεύθυνσις τοῦ μεταφορέως.

(3) Ἀριθμητικῶς μόνον.

(4) Ὑπογραφή καὶ σφραγὶς ἐκδίδοντος ὀργανισμοῦ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II - β

(Σελὶς 2 τῆς Ἐγκρίσεως CEMT).

(Κείμενον συντεταγμένον ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως εἰς τὴν ἐπίσημον γλώσσαν ἢ γλώσσας τοῦ ἐκδίδοντος Κράτους Μέλους).

ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἡ παροῦσα ἔγκρισις (ἄδεια) καλύπτει τὴν δι' ἐπαγγελματικοὺς λόγους ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων μεταξὺ σταθμῶν φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως κειμένων ἐντὸς τοῦ ἐδάφους δύο διαφόρων Κρατῶν Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ἰπουργῶν Μεταφορῶν, ὡς ἐμφαίνονται εἰς τὸν Πίνακα τῆς σελίδος 1 τῆς παρούσης.

Ἡ παροῦσα δὲν ἰσχύει διὰ μεταφορὰς μεταξὺ Κράτους Μέλους καὶ μιᾶς τρίτης χώρας.

Ἡ ἔγκρισις εἶναι προσωπικὴ καὶ δὲν δύναται νὰ μεταβιβασθῇ.

Δύναται νὰ ἀφαιρεθῇ ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἐκδίδοντος Κράτους Μέλους εἰς περίπτωσιν χρήσεως ἀνεπαρκοῦς ἢ περιορισμένης εἰς διμερεῖς μεταφορὰς μεθ' ἑνὸς μόνου Κράτους Μέλους.

Δὲν δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ ἐκάστοτε εἰμὴ δι' ἑν μεμονωμένον ὄχημα ἢ διὰ πλείονα ὀχήματα ἐν συζεύξει.

Δέον νὰ τηρῇται ἐντὸς τοῦ ὀχήματος μετὰ τοῦ ἡμερολογίου εἰς ὃ καταγράφονται αἱ ἐνεργούμεναι ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς παρούσης ἐγκρίσεως διεθνεῖς μεταφοραί.

Ἡ ἔγκρισις καὶ τὸ ἡμερολόγιον δέον νὰ παραδίδονται πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὰ ὄργανα τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς ἐλέγχου.

Ὁ κάτοχος τῆς παρούσης ὑποχρεοῦται νὰ τηρῇ ἐν τῇ ἐπικρατεῖᾳ ἐκάστου Κράτους Μέλους τοὺς ἰσχύοντες νόμους καὶ κανονισμοὺς καὶ εἰδικώτερον τοὺς ἀφορῶντας εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς καὶ κυκλοφορίαν.

Ἡ παροῦσα ἔγκρισις δέον νὰ ἐπιστραφῇ ἐντὸς δύο ἐβδομάδων ἀπὸ τῆς λήξεώς της εἰς τὴν ἐκδίδασαν ταύτην ἀρμοδίαν ἀρχήν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II (γ' καὶ δ').

(Τρίτη καὶ Τετάρτη σελὶς τῆς ἐγκρίσεως CEMT).
(Ἐνδείξεις ἀναφερόμεναι εἰς τὴν Πρώτην σελίδα τῆς ἐγκρίσεως CEMT, συντεταγμέναι εἰς τὰς ἐπίσημους γλώσσας τῶν λοιπῶν Κρατῶν Μελῶν).

Τὸ ἐν σελίδι 1 ὑπογραφὴν καὶ σφραγισθὲν ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς ἔγγραφο, παρέχει τὴν ἄδειαν εἰς τὸν ἐν αὐτῷ κατανομαζόμενον μεταφορέα ὥπως ἐκτελῇ ἐντὸς τῆς καθορισμένης προθεσμίας ὁδικὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων μεταξὺ σημείων φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως κειμένων ἐντὸς τοῦ ἐδάφους δύο διαφορετικῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως τῶν Ἰπουργῶν Μεταφορῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ

- Φύλλον Ι -

'Ημερολόγιον άρ.....

(Χώρα)

ΗΜΕΡΟΛΟΓΙΟΝ

διά την διεθνή μεταφοράν έμπορευμάτων έν συνδυασμῳ μετά τῆς έγκρίσεως CEMT άρ.

Μεταφορέυς:
(όνομα)

(Διεύθυνσις κατοικίας ή έδρα, όδός, αριθμός)

ΣΦΡΑΓΙΣ

'Εξεδόθη έν
(Τόπος και ήμερομηνία εκδόσεως)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ

- Φύλλον 2 -

ΠΡΟΣΟΧΗ

1. Τό παρόν ήμερολόγιον και ή αντίστοιχος έγκρισις CEMT δέον νά διατηροῦνται έντός του όχήματος.

2. Τό ήμερολόγιον δέον νά συμπληρωῦται πρό τῆς άναχωρήσεως δι' οίοδήποτε ταξείδιον πρός μεταφοράν φορτίου μεταξυ εκάστου σημείου φορτώσεως ή εκφορτώσεως ώς και δι' εκαστον ταξείδιον άνευ φορτίου.

3. 'Εάν ή φόρτωσις ένεργείται εις έν σημείον συλλογικῆς παραλαβῆς έμπορευμάτων, δέον νά αναγράφηται μόνον ή διανυθείσα απόστασις μετά του πλήρους φορτίου, χωρίς νά λαμβάνηται ύπ' όψιν ή διαδρομή ή αι διαδρομαί παραλαβῆς και διανομῆς.

4. Τά στοιχεῖα τόνων / χιλιομέτρων ύπολογίζονται διά του πολλαπλασιασμοῦ των στοιχείων τῆς στήλης ύπ' άρ. 5 διά των τοιούτων τῆς στήλης ύπ' άρ. 6. Εις περίπτωσιν διαδρομῆς άνευ φορτίου αι στήλαι ύπ' άρ. 4, 5 και 7 δέν συμπληροῦνται.

5. Εις περίπτωσιν μεταβολῶν, αι άρχικαι έγγραφαι διαγράφονται διά γραμμῆς μόνον ώστε νά παραμένουν ευανάγνωστοι.

6. Τά φύλλα ήμερολογίου επιστρέφονται εις τας άρμοδίας άρχάς του εκδόνσαντος τουτο Κράτους Μέλους έντός δύο εβδομάδων από τῆς λήξεως του περι ου εκάστοτε μηνός. Προκειμένου περι μεταφορᾶς καλυπτούσης δύο ήμερολογιακάς περιόδους έγγραφῶν, ή περίοδος περι ἧς αι έγγραφαι καθορίζεται βάσει τῆς ήμέρας άναχωρήσεως του όχήματος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ

Φύλλον 3 -

'Εγκρισις CEMT ύπ' αριθ. ...

α) 'Ημερ. άναχωρ.	α) Τόπος προελεύσεως	α) Χώρα	Εἶδος έμπορεύματος	Μικτόν βάρος Τόννοι (μετά δεκαδικού)	X/ Τρα	T/ Χμ-τρα
β) 'Ημερ. άφίξεως	β) Τόπος προορισμοῦ	β) Χώρα				

1	2	3	4	5	6	7
α	α	α				
β	β	β				

	1	2	3	4	5	6	7
α	α	α	α				
β	β	β	β				
α	α	α	α				
β	β	β	β				
α	α	α	α				
β	β	β	β				
α	α	α	α				
β	β	β	β				

"Ο,τι ακριβῆς μετάφρασις εκ του Γαλλικοῦ.

'Αθῆναι τῇ 25 Μαρτίου 1974

'Ο Μεταφραστής

ΓΟΥΛΙΕΛΜΟΣ ΜΙΣΑΗΛΙΔΗΣ

'Αρθρον Δεύτερον

'Η ισχύς του παρόντος άρχεται από τῆς δημοσιεύσεώς του διά τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

'Εν 'Αθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΞΕΝΟΦ. ΖΟΛΩΤΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΡΑΛΛΗΣ, ΧΡΙΣΤΟΦ. ΣΤΡΑΤΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΤΣΑΤΣΟΣ, ΙΩΑΝ. ΠΕΣΜΑΖΟΓΛΟΥ, ΔΗΜΗΤΡ. ΠΑΠΑΣΠΤΡΟΥ, ΧΑΡΑΛ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΙΑΣ, ΑΘΑΝ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΛΑΣΚΑΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΜΤΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΜΗΝΑΙΟΣ.

'Εθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη του Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 1 'Οκτωβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ